

Sou1997-1011

*30 ans d'évolution sociale :
bilan et attentes...*

... l'avis des Français.

Méthode :

- Trois réunions de groupe d'une dizaine de personnes ont été organisées par le CREDOC pour définir les thèmes du sondage.
- Un sondage a été réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 Français âgés de 18 ans et plus par l'Institut de Sondage Lavielle. Les interviews ont été réalisées entre le 3 et le 10 juin 1997 et ont été sélectionnées selon la méthode des quotas (sexe et âge de la personne interrogée, profession et catégorie sociale du chef de famille, catégorie d'agglomération et région).
- Un comité de pilotage AJIS, CREDOC, ISL pour les différentes phases de l'étude :
AJIS : Guy Bernière et Lætitia Van Eeckhout
CREDOC : Robert Rochefort, Pierre Le Quéau et Christophe Fourel
ISL : Jean-Pierre Lacaille

1er juillet 1997

AJIS

CRÉDOC

ISL

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ETUDE

1. La perception d'une évolution sociale qui s'est globalement détériorée depuis 30 ans

Les Français se montrent plutôt réservés sur la manière dont ils apprécient l'évolution sociale de leur pays au cours des trente dernières années puisque 59,4% d'entre eux estiment qu'elle s'est détériorée. On n'observe pas de différences très sensibles sur cette appréciation entre les différentes catégories de populations, si ce n'est que les personnes les plus âgées se montrent les plus à même de relativiser leur impression... peut-être parce qu'elles ont connu des heures plus difficiles avant les «trente glorieuses». Les plus de 65 ans restent malgré tout 52% à penser que la situation sociale dans notre pays s'est plutôt détériorée au cours de cette période.

C'est clairement en ce qui concerne les inégalités sociales que les Français estiment que la situation s'est le plus dégradée puisque 65% d'entre eux partagent cette opinion. Viennent ensuite les conditions de travail (44% des personnes interrogées pensent qu'elles se sont détériorées), l'éducation (42%) et les retraites (40%).

Deux domaines permettent toutefois de modérer cette première impression négative. Il faut souligner en effet que **61% des Français jugent que l'accès aux soins médicaux a plutôt eu tendance à s'améliorer** au cours des trente dernières années. Il apparaît aussi que les Français se montrent très partagés en ce qui concerne l'accès au logement : 36% d'entre eux estiment que la situation s'est plutôt améliorée de ce point de vue, 35% pensent le contraire, et 19%, que la situation n'a pas vraiment évolué. Manifestement, l'âge joue beaucoup sur l'appréciation qu'on porte sur cette question : avant 50 ans, une majorité relative s'exprime pour une détérioration des conditions de l'accès au logement, tandis qu'après 50 ans, ceux qui pensent que la situation s'est améliorée sont plus nombreux que les autres.

2. Des Français résolument modernes

L'analyse des événements qui se sont produits ou des tendances qui se sont dégagées au cours de cette période et sur lesquels les Français portent un jugement positif, est l'occasion de vérifier qu'ils sont résolument entrés dans la modernité et qu'au fond, ils ne regrettent rien.

Cinq des événements ayant eu un impact positif sur l'évolution de notre société concernent l'émancipation des femmes et les acquis sociaux des travailleurs :

- 94% estiment que la cinquième semaine de congé payé a eu un impact positif.
- 88% expriment le même jugement en ce qui concerne la contraception.
- 79%, en ce qui concerne les trente-neuf heures de travail hebdomadaires.
- 74% pour ce qui est de l'augmentation du nombre des femmes au travail.
- Et même 70% pour l'I.V.G.

L'arrivée de la micro-informatique, ce qui est plus remarquable, recueille également 72% d'appréciations positives. La création du RMI, également, n'est pas remise en cause puisqu'il n'y a qu'un Français sur cinq pour penser qu'elle a eu un effet négatif, contre plus des deux tiers qui estiment en revanche qu'elle a été positive.

Mai 68, enfin, recueille aussi une appréciation largement positive par 63% des personnes interrogées. On remarque que les ex-«soixante-huitards» ne renient rien de leur passé : 71% des 35-49 ans jugent positivement ces événements et 87% pensent ainsi parmi les catégories supérieures, ou les professions libérales ou intellectuelles.

Les jugements sont plus **partagés en ce qui concerne la construction européenne encore que 47% des Français estiment qu'elle a eu un impact positif**, contre 26% qui sont d'avis contraire et 27% qui pensent qu'elle n'a pas eu d'impact ou bien ne répondent pas à cette question.

La société de consommation est la question qui divise le plus les Français : 44% estiment qu'elle a eu un impact positif, 35% qu'elle a eu un impact négatif, 9% qu'elle n'a pas eu d'impact et 12% ne répondent pas à cette question. Il se dégage donc une appréciation plutôt positive mais avec une différence moins marquée par rapport aux opinions négatives, que celle qu'on a pu mesurer pour d'autres thèmes.

Toutefois, si l'on considère l'âge de la personne interrogée, il apparaît clairement que ce sont les plus jeunes (jusqu'à 35 ans) qui apprécient le mieux la société de consommation... leurs aînés étant plus modérés, encore que les plus mécontents ne soient jamais plus nombreux que ceux qui jugent positivement l'avènement de la société de consommation dans notre pays.

3. Une crise de société qui trouve son origine dans la mondialisation économique et financière

La crise que traverse la France n'est pas, loin s'en faut, perçue comme une crise simplement économique (pour 35% des personnes interrogées) mais bien comme une crise de société (54%). Ce qui en est la principale conséquence en serait aussi la principale raison : le chômage et tous les maux qu'il engendre (la précarité, la pauvreté, l'exclusion, etc.). Du coup, c'est bien entendu à la résolution de ces problèmes qu'il faut accorder la priorité.

Pour 9,7% des enquêtés, la principale raison de cette crise serait «la politique» (c'est la seconde réponse après le chômage)... façon simplifiée de vouloir dire que les pouvoirs successifs n'ont pas été capables d'y apporter des solutions adéquates¹.

Lorsqu'on leur demande de comparer la situation de notre pays à celle de nos voisins, 52% des Français estiment qu'il n'est «ni plus ni moins touché» par cette crise que les autres pays européens. 31% d'entre eux, en revanche, estiment que la France est plutôt davantage touchée que les autres par cette crise, et 10%, qu'elle l'est plutôt moins. Mais **près d'un Français sur deux pense que notre pays a plus d'atouts que les autres pour s'en sortir.**

44% des personnes interrogées, seulement, croient qu'il y a au moins un autre pays européen dans lequel les conditions sociales sont meilleures qu'en France et, dans ce cas, il s'agit le plus souvent de l'Allemagne et des pays scandinaves.

Si la crise est donc loin d'être perçue comme strictement hexagonale, la faute en est, pour le plus grand nombre, au poids de l'économie et à sa mondialisation : 69% des Français pensent en effet que «le poids de l'économie est beaucoup trop grand dans notre société» et 88%, que «ce sont les marchés financiers qui mènent le monde». L'âge accentue assez sensiblement ce double constat : si 63% des jeunes de moins de 25 ans pensent que le poids de l'économie est beaucoup trop grand, ce sont 74% des 50-64 ans. De même, si 81% de ces jeunes estiment que ce sont bien les marchés financiers qui mènent le monde, ce sont 90% des plus de 50 ans.

La mondialisation est jugée de façon plutôt incertaine en ce sens que les personnes interrogées sont assez partagées quand on leur demande d'envisager ses conséquences futures sur notre société : si 72% des personnes interrogées sont d'accord pour reconnaître «qu'elle accroîtra l'influence des marchés financiers», **elles sont 42% à penser qu'elle sera «un**

¹ Cette question sur les raisons de la crise était «ouverte», c'est à dire qu'aucune suggestion de réponse n'était faite à la personne interrogée.

facteur de croissance économique pour la France»... tandis que 41% pensent *a contrario* qu'elle ne favorisera pas la croissance dans notre pays. De même, si les Français ne sont pas certains qu'elle se traduira par «une uniformisation des modes de vie et des cultures» (43% sont de cet avis contre 47% d'avis contraire), **73% sont convaincus du fait qu'elle conduira à remettre en cause les acquis sociaux.**

4. La remise en cause de certains acquis sociaux est jugée inévitable

La remise en cause des acquis sociaux dépasse assez largement la seule question des conséquences de la mondialisation, il s'agit aussi de la modernisation de notre pays. Sur ce point il apparaît clairement que les Français font preuve d'une assez grande lucidité... ou bien d'une certaine résignation : en effet, **55% d'entre eux sont d'accord pour penser «qu'on ne pourra pas moderniser la société française sans remettre en cause des acquis sociaux».** C'est à l'égard des jeunes que l'on pourrait repenser certains acquis : 55% des personnes interrogées estiment «qu'ils doivent accepter d'avoir moins d'avantages que ceux qui travaillent depuis plus longtemps». Il faut noter qu'un jeune de moins de 25 ans sur deux est également d'accord avec cette opinion.

Bien entendu cette réponse est équivoque : s'agit-il d'une perte définitive d'acquis sociaux pour ces nouvelles générations, ou seulement provisoire, liée à leur première insertion professionnelle ?

Cependant, **les acquis le plus menacés dans les années qui viennent sont d'un tout autre ordre : ce seraient les retraites et la sécurité sociale,** désignées par respectivement 35% et 28% des personnes interrogées. Tous les droits du travail, notamment ceux qui relèvent de la sécurité de l'emploi, recueillent en comparaison un score bien moindre, même s'il n'est pas négligeable : 12% estiment que c'est dans ce domaine que nos acquis seront menacés.

Or il apparaît tout aussi nettement que ce sont précisément ces acquis auxquels les Français se montrent le plus attachés et dont ils pensent qu'il faut les préserver à tout prix, même si l'ordre des réponses diffère : à cette question arrive en tête la sécurité sociale (43%), puis vient la retraite (18%), et enfin le droit du travail (9%).

On ne saurait donc conclure définitivement sur le sens de ces réponses : l'hypothèse la plus vraisemblable, compte tenu de la manière dont les Français envisagent l'avenir, c'est qu'il s'agit pour eux de négocier l'aménagement de certains acquis, pour ne pas perdre sur ce qui est, à leurs yeux, l'essentiel : la sécurité sociale.

En effet, les perspectives qu'ils envisagent pour l'avenir sont loin d'être réjouissantes : un peu plus d'un Français sur deux pense que le chômage va continuer d'augmenter dans les années qui viennent (23% estiment qu'il va rester stable et 19% qu'il va diminuer) et, surtout, 62% sont certains du fait qu'il ne sera plus possible de retrouver un jour le «plein emploi».

5. La famille au cœur de tout

On constate depuis une dizaine d'années une assez nette tendance à la revalorisation de la famille. Or il est clair que les résultats de cette enquête s'inscrivent dans cette tendance : la famille y apparaît comme le lieu où peut se recomposer un lien social, et qui offre en même temps une protection contre les effets de la crise.

Ce sont en effet plus de neuf Français sur dix qui pensent que la famille est à la fois «le lieu de transmission des valeurs» et celui «où s'apprend la solidarité». De plus, 70% des personnes interrogées en font «une protection contre la crise». Enfin, il n'y a guère plus de 18% de l'ensemble des personnes interrogées pour penser qu'elle est «un obstacle à la liberté individuelle». Ce sont les plus jeunes (moins de 25 ans) qui nourrissent le plus ce sentiment négatif à l'endroit des familles mais il ne sont tout de même que 21% à être d'accord avec cette opinion.

C'est pourquoi les Français, dans leur grande majorité (77%), attendent que la société fasse davantage d'efforts pour aider la famille. En premier lieu, c'est une aide accrue de l'Etat (52%) et des collectivités locales (35%) qu'ils souhaiteraient. Mais, dans le même temps, un Français sur deux déclare que c'est à chacun, dans sa vie quotidienne, de faire un plus grand effort. La chose ne semble pourtant pas aisée car **les Français éprouvent aujourd'hui davantage de difficultés à concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle** : 42% de l'ensemble des personnes interrogées sont de cet avis, mais plus d'un Français sur deux âgés entre 25 et 49 ans.

D'ailleurs, si le temps de travail était réduit, le plus grand nombre des personnes interrogées se consacrerait davantage aux enfants ou aux proches (42%)... avant de s'occuper de ses propres loisirs (27%) ou de participer à la vie associative ou locale. Cependant, il faut noter que, sur cette question, les réponses des hommes diffèrent de celles des femmes : si elles sont 48% à se déclarer prêtes à s'occuper davantage des enfants, dans l'hypothèse d'une réduction du temps de travail, ce ne sont que 36% des hommes qui répondent ainsi... 32% d'entre eux préférant se consacrer en revanche davantage à leurs loisirs, contre 21% des femmes.

Or cette hypothèse de la réduction du temps de travail ne leur paraît pas si éloignée car **65% des personnes interrogées pensent en effet que, dans les années qui viennent, «on travaillera moins qu'aujourd'hui»**. Mais elle apparaît plutôt comme un mouvement naturel qui se fera de toute façon. La réduction du temps de travail arrive au dernier rang des domaines de la politique sociale dans lesquels il faudrait mener une action prioritaire.

6. Le crédit toujours entaché de la politique, la critique des médias

Lorsqu'il s'agissait d'identifier les raisons de la crise que traverse actuellement la France, 10,7% des personnes interrogées mettaient spontanément en cause la politique : soit en évoquant la mauvaise gestion des différents gouvernements (9,7%), soit en évoquant la corruption et les «affaires» (1%). Or ce discrédit de la politique est encore plus patent lorsqu'il s'agit d'envisager l'avenir.

Une assez nette majorité de Français (49%) ne fait pas confiance «au gouvernement» (sous sa forme générique) pour ce qui est d'apporter des solutions aux problèmes sociaux (contre 41% qui lui font confiance)... pas d'avantage, en tout cas, qu'à l'Europe (41% lui font confiance), aux entreprises (41%) ou aux syndicats (40%). Seuls les associations et les élus locaux trouvent grâce à leurs yeux : ce sont, respectivement, 66% et 53% des personnes interrogées qui déclarent leur faire confiance. Ce sont une fois de plus les institutions centralisées et loin du public qui sont ainsi critiquées.

Se fait donc jour la nécessité de réformer les institutions pour rendre la politique plus proche et accessible. **83% des personnes interrogées sont convaincues qu'il faut inventer des moyens pour que les Français participent davantage aux décisions**. Cette participation des habitants aux décisions, par la médiation des groupes «intermédiaires», répondraient en outre au besoin de recréer le dialogue et le lien social.

Signalons enfin que plus de deux Français sur trois ont le sentiment que les médias les informent mal sur les questions sociales. Ne sont-ils pas, eux aussi, prisonniers d'un microcosme parisien trop éloigné de la vie concrète et locale ?

LES RESULTATS D'ENSEMBLE

Ensemble	100,0
S1.- Diriez-vous qu'au cours des trente dernières années, la situation sociale en France s'est ...	
plutôt améliorée	22,8
plutôt détériorée	59,4
n'a pas vraiment changé	16,1
nsp	1,6

Ensemble	100,0
S2.- Et plus précisément, pour chacun des domaines que je vais vous citer, diriez vous qu'au cours des trente dernières années, la situation s'est plutôt améliorée, plutôt détériorée ou bien n'a pas vraiment changé ? En ce qui concerne ...	
Les inégalités sociales...	
la situation s'est plutôt améliorée	10,5
la situation s'est plutôt détériorée	64,7
la situation n'a pas vraiment changé	19,8
nsp	5,0
L'éducation ...	
la situation s'est plutôt améliorée	35,7
la situation s'est plutôt détériorée	42,4
la situation n'a pas vraiment changé	16,1
nsp	5,9
L'accès aux soins médicaux ...	
la situation s'est plutôt améliorée	60,5
la situation s'est plutôt détériorée	22,1
la situation n'a pas vraiment changé	15,4
nsp	2,0
L'accès au logement ...	
la situation s'est plutôt améliorée	36,1
la situation s'est plutôt détériorée	35,0
la situation n'a pas vraiment changé	19,0
nsp	9,9
Les retraites ...	
la situation s'est plutôt améliorée	24,9
la situation s'est plutôt détériorée	40,1
la situation n'a pas vraiment changé	20,8
nsp	14,1
Les conditions de travail ...	
la situation s'est plutôt améliorée	41,0
la situation s'est plutôt détériorée	43,7
la situation n'a pas vraiment changé	12,5
nsp	2,9

Ensemble	100,0
S3.- Je vais vous citer des événements ou des évolutions qui se sont produits au cours des trente dernières années. Pour chacun d'entre eux, vous allez me dire s'il a eu, selon vous, (...) un impact (...) sur l'évolution de la société.	
La contraception	
Plutôt un impact positif	87,6
Plutôt un impact négatif	5,7
aucun impact	3,2
nsp	3,5
La société de consommation	
Plutôt un impact positif	44,2
Plutôt un impact négatif	35,0
aucun impact	9,3
nsp	11,5
Mai 68	
Plutôt un impact positif	63,1
Plutôt un impact négatif	11,6
aucun impact	10,3
nsp	15,1
L'interruption volontaire de grossesse	
Plutôt un impact positif	69,6
Plutôt un impact négatif	17,8
aucun impact	5,5
nsp	7,1
La cinquième semaine de congés payés	
Plutôt un impact positif	94,3
Plutôt un impact négatif	1,6
aucun impact	1,8
nsp	2,2
Les 39 heures de travail hebdomadaire	
Plutôt un impact positif	79,1
Plutôt un impact négatif	8,5
aucun impact	7,0
nsp	5,4
L'arrivée de la micro-informatique	
Plutôt un impact positif	72,1
Plutôt un impact négatif	15,7
aucun impact	4,7
nsp	7,4
La création du RMI	
Plutôt un impact positif	67,6
Plutôt un impact négatif	20,5
aucun impact	5,6
nsp	6,2
L'augmentation du nombre de femmes travaillant	
Plutôt un impact positif	73,5
Plutôt un impact négatif	18,3
aucun impact	3,8
nsp	4,4
La construction européenne	
Plutôt un impact positif	46,9
Plutôt un impact négatif	26,1
aucun impact	9,5
nsp	17,5

Ensemble	100,0
S4.- Pour vous, la crise actuelle, c'est avant tout une crise économique ou bien une crise de société ?	
Une crise économique	34,9
Une crise de société	54,1
nsp	11,0

Ensemble	100,0
S5.-Quelle est selon vous la principale raison qui permet d'expliquer cette crise?	
Le chômage	23,3
L'automatisation, le progrès, la modernisation	8,4
Le manque d'argent	4,0
Le pouvoir de l'argent, la société de consommation	5,9
La corruption des gouvernements/ des politiques	0,8
La Politique	9,7
La mauvaise répartition des fortunes	7,0
L'évolution démographique	0,8
L'individualisme	4,7
L'immigration, l'ouverture des frontières	2,1
L'assistanat	1,8
La concurrence internationale	5,7
L'évolution de la Société	1,7
La perte des repères moraux	2,8
Problème général	1,6
Perte de confiance	1,3
Pas d'avenir	0,6
Economie	0,6
Autres	4,8
NSP	12,5

Ensemble	100,0
S6.- Quel est le PRINCIPAL problème social auquel se trouve aujourd'hui confrontée notre société ? Et le deuxième ?	
1ère réponse	
Le chômage	62,9
La solitude	0,6
L'éclatement des familles	3,7
Le déficit de la sécurité sociale	1,2
La remise en cause des acquis sociaux	0,8
La pauvreté et l'exclusion	7,9
Le financement des retraites	0,7
La drogue	5,8
La précarité de l'emploi	9,9
L'immigration	5,9
nsp/aucun	0,6
2ème réponse	
Le chômage	13,8
La solitude	2,2
L'éclatement des familles	7,2
Le déficit de la sécurité sociale	5,8
La remise en cause des acquis sociaux	5,0
La pauvreté et l'exclusion	25,6
Le financement des retraites	2,0
La drogue	13,4
La précarité de l'emploi	15,6
L'immigration	8,0
nsp/aucun	0,8

Ensemble	100,0
S7.- Selon vous, la France est-elle plus touchée ou moins touchée par cette crise que les autres pays européens ?	
Plus touchée	31,9
Moins touchée	10,1
ni plus touchée, ni moins touchée	51,6
nsp	6,3

Ensemble	100,0
S8.- Selon vous, la France a-t-elle plus d'atouts ou moins d'atouts que les autres pays européens pour s'en sortir ?	
Plus d'atouts	46,6
Moins d'atouts	12,0
Ni plus ni moins d'atouts	32,5
nsp	9,0

Ensemble	100,0
S9.- Je vais vous citer un certain nombre d'affirmations. Pour chacune d'entre elles, vous allez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord .	
Le poids de l'économie est beaucoup trop grand dans notre société	
D'accord	68,6
Pas d'accord	16,0
nsp	15,3
Ce sont les marchés financiers qui mènent le monde	
D'accord	87,7
Pas d'accord	7,0
nsp	5,3
On ne pourra pas moderniser la société française sans remettre en cause des acquis sociaux	
D'accord	55,4
Pas d'accord	35,4
nsp	9,2
Les jeunes qui trouvent un emploi doivent accepter d'avoir moins d'avantages que ceux qui travaillent depuis plus longtemps	
D'accord	54,6
Pas d'accord	42,8
nsp	2,5
Il faut inventer des moyens pour que les Français participent davantage aux décisions	
D'accord	90,1
Pas d'accord	6,5
nsp	3,4

Ensemble	100,0
S10.- Quel est, d'après vous, l'acquis social qui sera le plus menacé dans l'avenir?	
Sécurité sociale	27,6
Retraites	34,5
Semaine des 39 Heures / Le Temps de travail	2,1
Le Travail / La sécurité de l'emploi / Le Droit au travail	11,6
Chomâge / Assedic	2,6
Les congés/ les congés payés	0,8
La Liberté	0,8
Le RMI	0,9
L'indépendance	0,4
La santé	2,5
Le SMIG/ SMIC	0,8
Les allocations	1,0
Le Droit au logement	0,2
Autres	4,1
NSP	10,1

Ensemble	100,0
S11.- Et quel est, d'après vous, l'acquis social qu'il faut préserver à tout prix?	
Sécurité sociale	43,1
Retraites	18,0
Semaine des 39 Heures / Le Temps de travail	0,9
Le Travail / La sécurité de l'emploi / Le Droit au travail	9,4
Chomâge / Assedic	1,1
Les congés/ les congés payés	2,0
La Liberté	1,8
Le RMI	1,1
L'indépendance	0,3
La santé	7,7
Le SMIG/ SMIC	1,3
Les allocations	0,8
Le Droit au logement	0,3
Autres	4,4
NSP	8,0

Ensemble	100,0
S12.- Pensez-vous que, dans les années qui viennent, le taux de chômage va ...	
continuer d'augmenter	51,3
diminuer	18,9
rester stable	23,5
nsp	6,3

Ensemble	100,0
S13.- Pensez-vous qu'il soit possible de retrouver un jour le plein emploi ?	
Oui	30,2
Non	62,2
nsp	7,6

Ensemble	100,0
S14.- On parle souvent aujourd'hui de la "flexibilité" de l'emploi. Mais pour vous, la flexibilité, c'est avant tout ...	
moins de chômage	39,0
plus de chômage	14,1
ni plus, ni moins de chômage	36,7
nsp	10,2

Ensemble	100,0
S15.- Dans les années qui viennent, pensez-vous qu'on travaillera plus, autant ou moins qu'aujourd'hui ?	
Plus	14,0
Moins	64,2
Autant	18,4
nsp	3,4

Ensemble	100,0
S16.- Pour vous, est-il, aujourd'hui, plus facile ou plus difficile qu'avant de concilier votre vie familiale et votre vie professionnelle ?	
Plus facile	16,1
Plus difficile	41,7
Ni plus facile, ni plus difficile	28,9
nsp	13,3

Ensemble	100,0
S17.- Pour vous, la famille, c'est avant tout ...	
Une protection contre la crise	
Oui	70,4
Non	25,7
nsp	3,9
Le lieu de transmission des valeurs	
Oui	92,3
Non	5,8
nsp	1,9
L'apprentissage de la solidarité	
Oui	90,0
Non	8,6
nsp	1,4
Un obstacle à la liberté individuelle	
Oui	17,8
Non	80,0
nsp	2,2

Ensemble	100,0
S18.- La société doit-elle aider davantage les familles ?	
Oui	77,5
Non	18,9
nsp	3,6

Ensemble	100,0
S19.- Et qui devrait faire davantage d'efforts envers la famille ? (Plusieurs réponses possibles)	
L'Etat	52,4
Les collectivités locales (les mairies, les départements ...)	35,1
Les entreprises	19,9
Chacun dans sa vie au quotidien	49,2
nsp/aucun	4,6

Ensemble	100,0
S20.- Que feriez-vous PRINCIPALEMENT si votre temps de travail était réduit?	
Vous vous occuperiez de vos enfants, de vos proches	42,5
Vous auriez davantage d'activité dans les associations	10,9
Vous participeriez davantage à la vie de votre commune	4,7
Vous vous consacreriez davantage à vos loisirs	26,7
nsp/aucun	15,2

Ensemble	100,0
S21.- Parmi les domaines de politique sociale suivants, où faudrait-il, selon vous, mener une action PRIORITAIRE ? Et ensuite ?	
1ère réponse	
La formation professionnelle	15,9
L'aide aux familles	6,6
La réduction du temps de travail	5,0
La lutte contre le chômage	54,1
La santé	7,5
L'insertion des défavorisés	9,5
nsp/aucun	1,4
2ème réponse	
La formation professionnelle	16,3
L'aide aux familles	12,3
La réduction du temps de travail	5,8
La lutte contre le chômage	23,3
La santé	16,9
L'insertion des défavorisés	23,6
nsp/aucun	0,5

Ensemble	100,0
S22.- Pour ce qui est d'apporter, à l'avenir, des solutions aux problèmes sociaux, faites-vous confiance ...	
à l'Europe ?	
Oui	40,7
Non	48,7
nsp	10,6
au gouvernement ?	
Oui	41,3
Non	49,3
nsp	9,4
aux élus locaux ?	
Oui	52,6
Non	41,7
nsp	5,7
aux entreprises ?	
Oui	40,6
Non	53,5
nsp	5,9
aux associations ?	
Oui	65,9
Non	28,4
nsp	5,7
aux syndicats ?	
Oui	40,2
Non	52,4
nsp	7,3

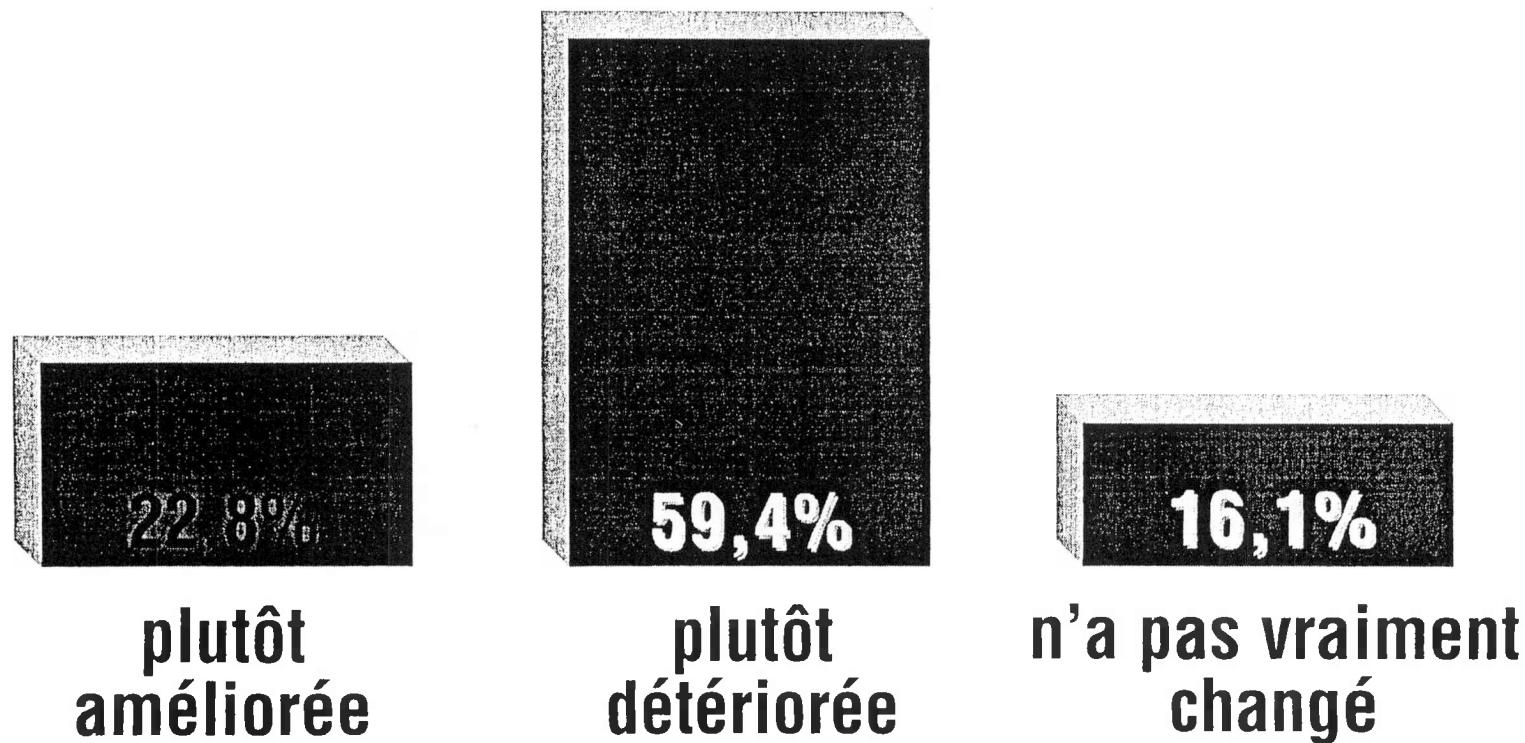
Ensemble	100,0
S23.- Considérez-vous qu'il y a AU MOINS UN pays dans lequel les conditions sociales sont meilleures qu'en France ?	
Oui	38,3
Non	42,1
nsp	19,6
S23b.-A quel pays pensez vous en premier?	
Allemagne	27,1
Finlande	1,1
Suède	25,1
Danemark	3,6
Norvège	4,0
Hollande	6,2
Espagne	0,4
Italie	1,0
Pays scandinaves, Pays d'Europe du Nord	4,1
Belgique	0,9
Canada	2,4
Angleterre	3,7
Amérique, Etats Unis	3,7
Russie	0,9
Luxembourg	2,2
Autriche	0,4
Suisse	5,9
Chine	0,2
Australie	0,3
Japon	1,4
Principauté de Monaco	1,1
Autres	0,8
NSP	3,7

Ensemble	100,0
S24.- En ce qui concerne la mondialisation, êtes-vous d'accord ou pas avec chacune des phrases suivantes ?	
La mondialisation sera un facteur de croissance économique pour la France	
D'accord	42,0
Pas d'accord	41,2
nsp	16,8
La mondialisation accroîtra l'influence des marchés financiers	
D'accord	71,6
Pas d'accord	13,2
nsp	15,2
La mondialisation se traduira par une uniformisation des modes de vie et des cultures	
D'accord	43,2
Pas d'accord	46,6
nsp	10,2
La mondialisation conduira à remettre en cause des acquis sociaux.	
D'accord	69,9
Pas d'accord	19,2
nsp	11,0

Ensemble	100,0
S25.- Au final, la mondialisation vous fait-elle peur ?	
Oui	53,8
Non	40,5
nsp	5,7

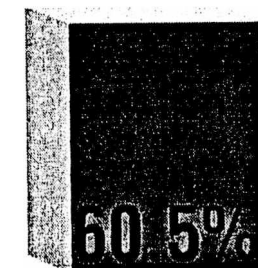
Ensemble	100,0
S26.- Avez-vous le sentiment que les médias vous informent correctement sur les questions sociales ?	
Oui	28,0
Non	68,7
nsp	3,3

AU COURS DES 30 DERNIÈRES ANNÉES, LA SITUATION SOCIALE EN FRANCE S'EST :

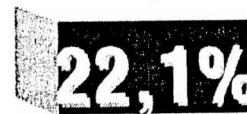


ET PLUS PRÉCISÉMENT, EN CE QUI CONCERNE...

L'accès aux soins médicaux
la situation s'est



plutôt améliorée



plutôt détériorée



n'a pas vraiment
changé

L'accès au logement
la situation s'est



plutôt améliorée



plutôt détériorée



n'a pas vraiment
changé

ET PLUS PRÉCISÉMENT, EN CE QUI CONCERNE...

Les inégalités sociales
la situation s'est

10,5%

plutôt améliorée

64,7%

plutôt détériorée

19,8%

n'a pas vraiment
changé

Les retraites
la situation s'est

24,9%

plutôt améliorée

40,1%

plutôt détériorée

20,8%

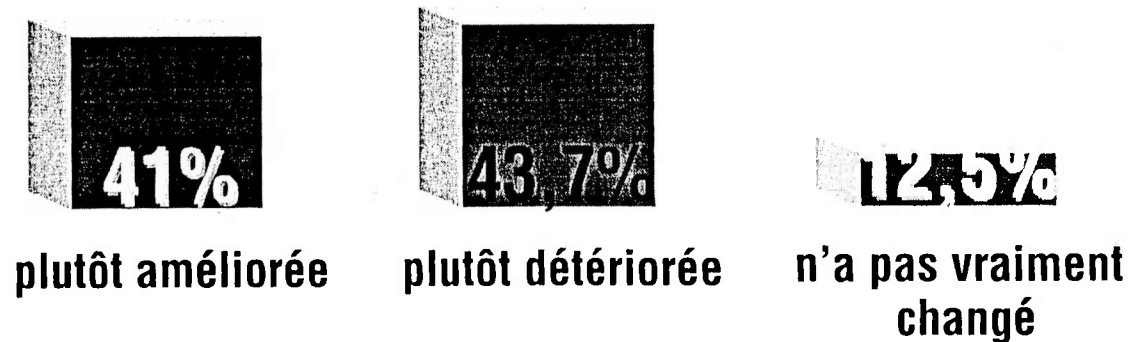
n'a pas vraiment
changé

ET PLUS PRÉCISÉMENT, EN CE QUI CONCERNE...

L'éducation
la situation s'est



Les conditions de travail
la situation s'est



LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT EU UN IMPACT POSITIF :

La 5^{ème} semaine de congés payés

94,8%

La contraception

87,6%

Les 39 heures hebdomadaires

79,1%

L'augmentation du nombre de femmes qui travaillent

73,5%

L'arrivée de la micro-informatique

72,1%

L'I.V.G.

69,6%

La création du RMI

67,6%

Mai 68

63,1%

La construction européenne

46,9%

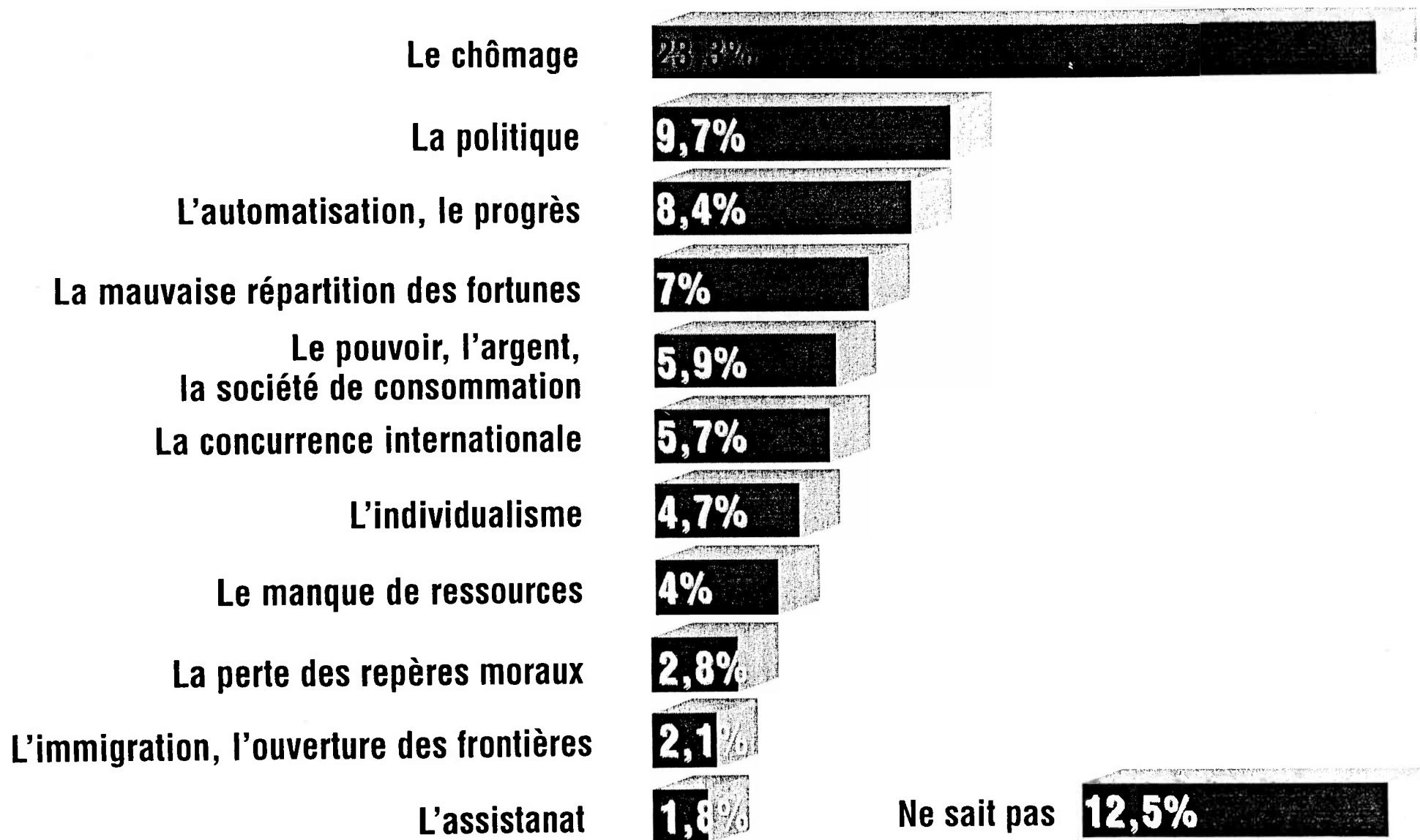
La société de consommation

44,2%

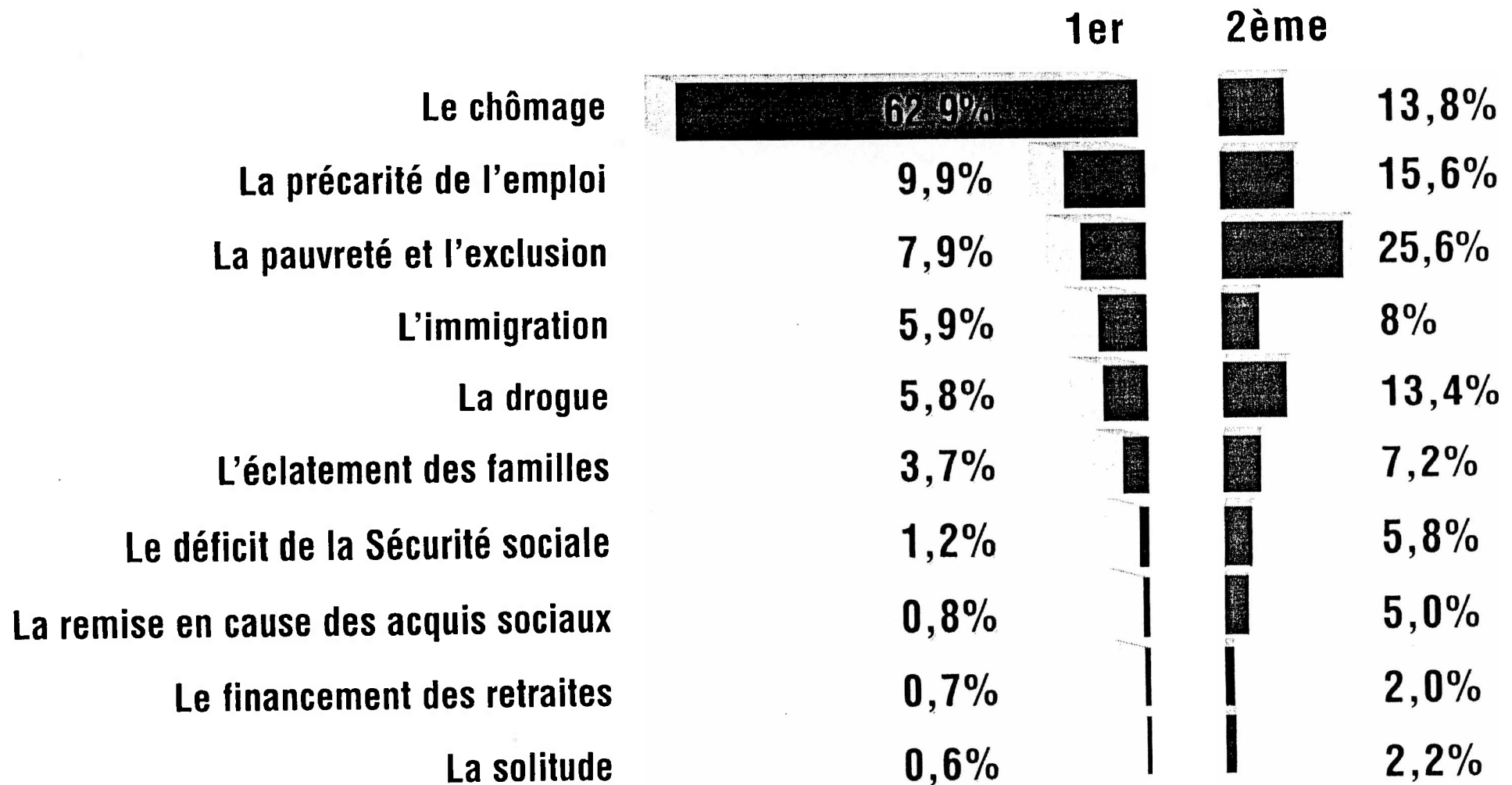
LA CRISE ACTUELLE, C'EST AVANT TOUT :



LA PRINCIPALE RAISON DE CETTE CRISE :

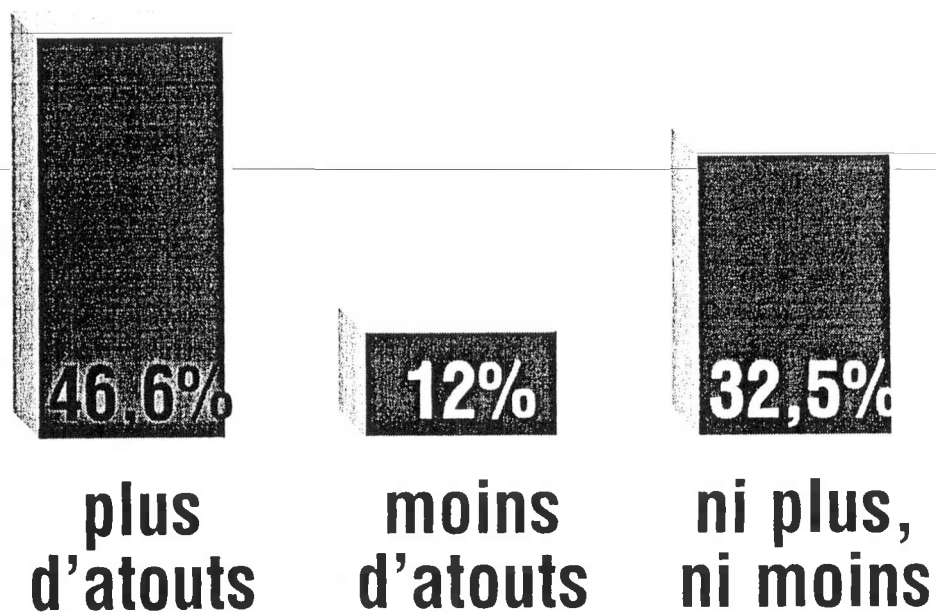
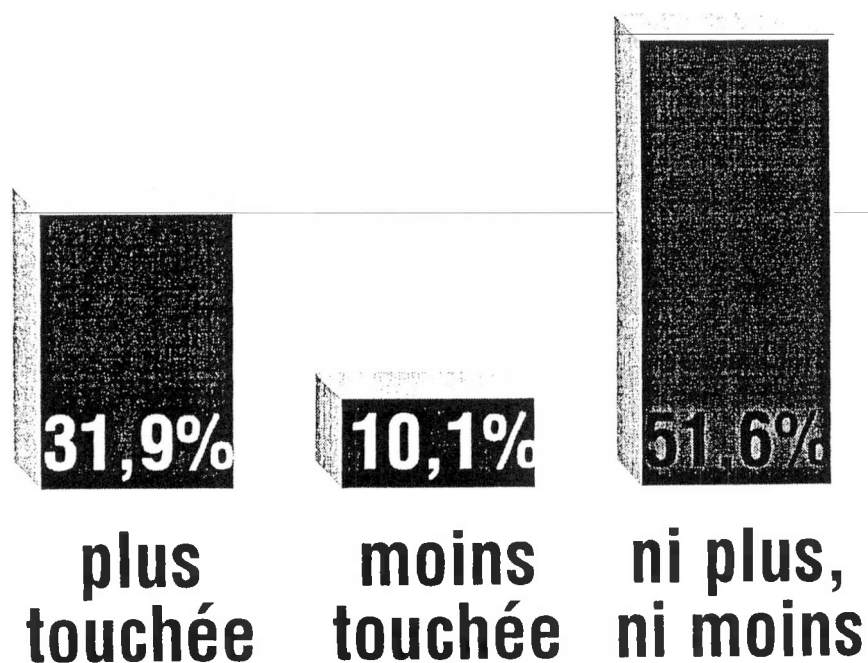


LES DEUX PRINCIPAUX PROBLÈMES SOCIAUX



**SELON VOUS, LA FRANCE EST-ELLE
PLUS TOUCHÉE PAR CETTE CRISE
QUE LES AUTRES PAYS EUROPÉENS ?**

**SELON VOUS, LA FRANCE A-T-ELLE
PLUS D'ATOUTS
QUE LES AUTRES PAYS ?**



UN CERTAIN NOMBRE D’AFFIRMATIONS : % DE RÉPONSES « D’ACCORD » :

**Les jeunes qui trouvent un emploi doivent
accepter d’avoir moins d’avantages
que ceux qui travaillent depuis longtemps**

54,6%

**On ne pourra pas moderniser
la société française sans remettre en cause
les acquis sociaux**

55,4%

**Les poids de l’économie est beaucoup trop
grand dans notre société**

68,6%

**Ce sont les marchés financiers
qui mènent le monde**

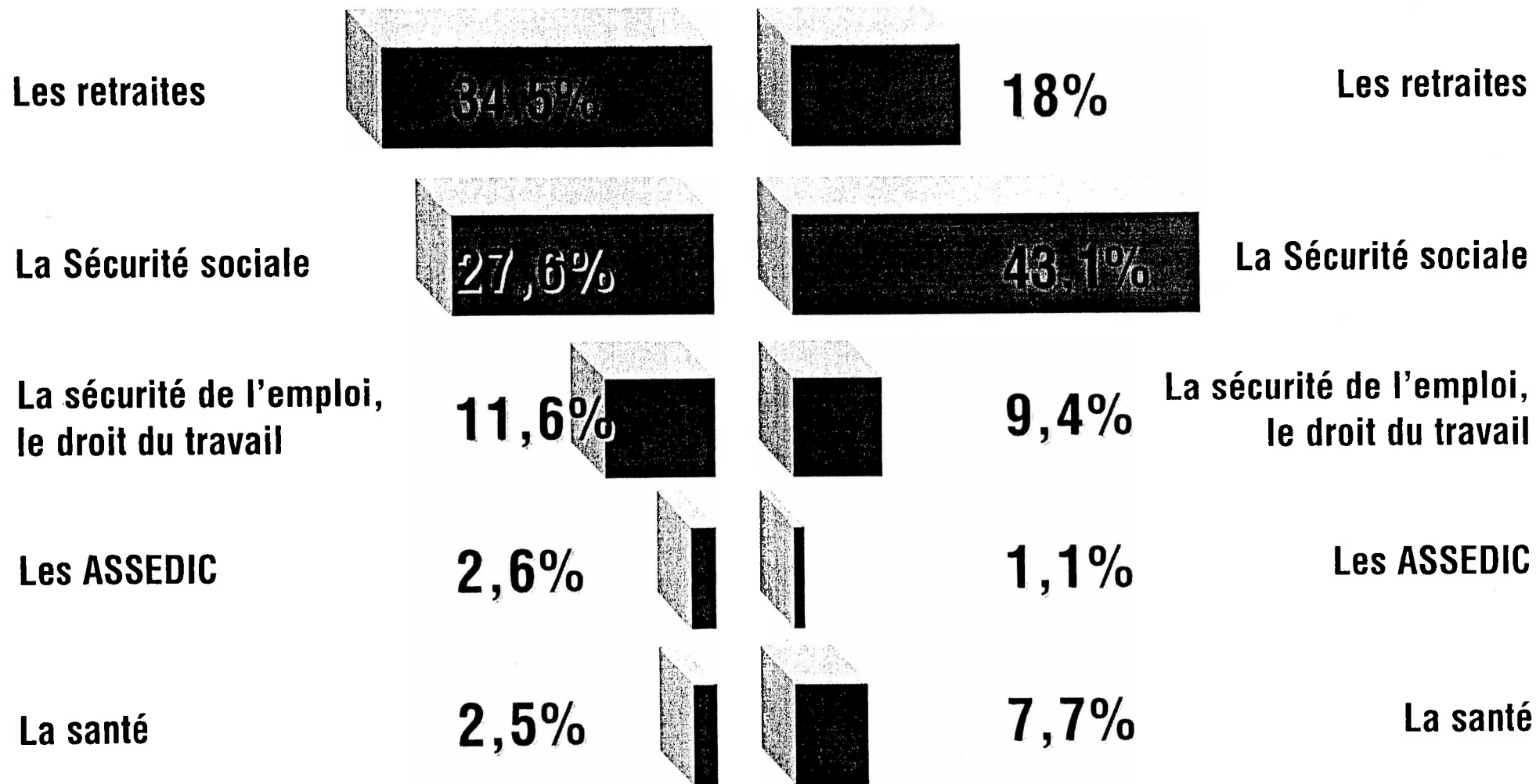
87,7%

**Il faut inventer des moyens
pour que les Français participent davantage
aux décisions**

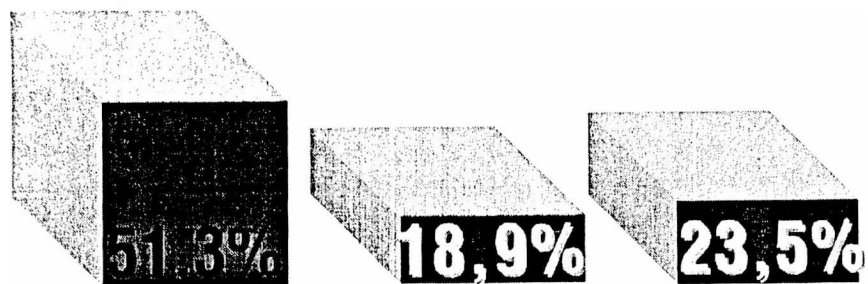
90,1%

QUEL EST L'ACQUIS SOCIAL LE PLUS MENACÉ DANS L'AVENIR ?

QUEL EST L'ACQUIS SOCIAL QU'IL FAUT PRÉSERVER À TOUT PRIX ?



**PENSEZ-VOUS QUE, DANS LES ANNÉES
À VENIR, LE TAUX DE CHÔMAGE VA...**

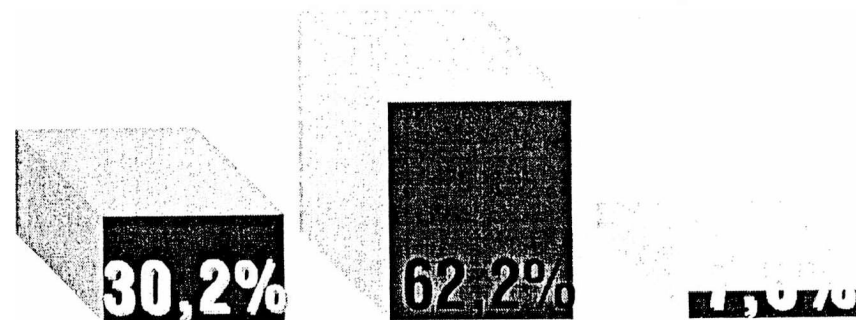


**Continuer
d'augmenter**

Diminuer

**Rester
stable**

**PENSEZ-VOUS QU'IL SOIT POSSIBLE DE
RETROUVER LE PLEIN EMPLOI ?**

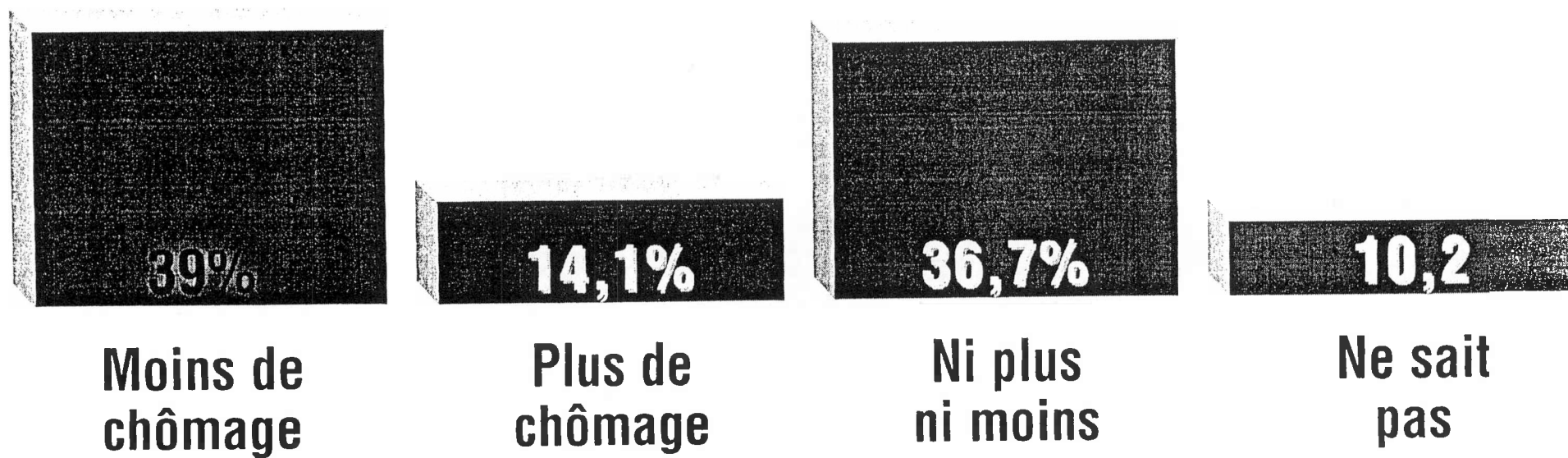


Oui

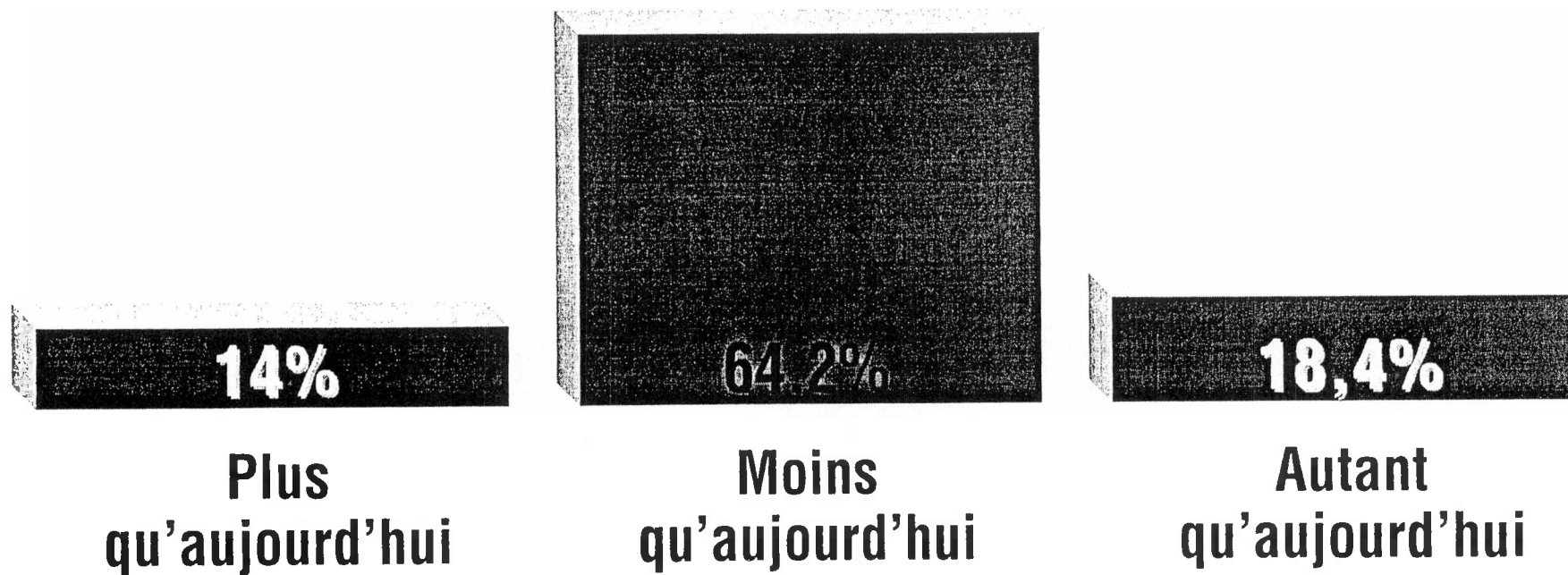
Non

**Ne sait
pas**

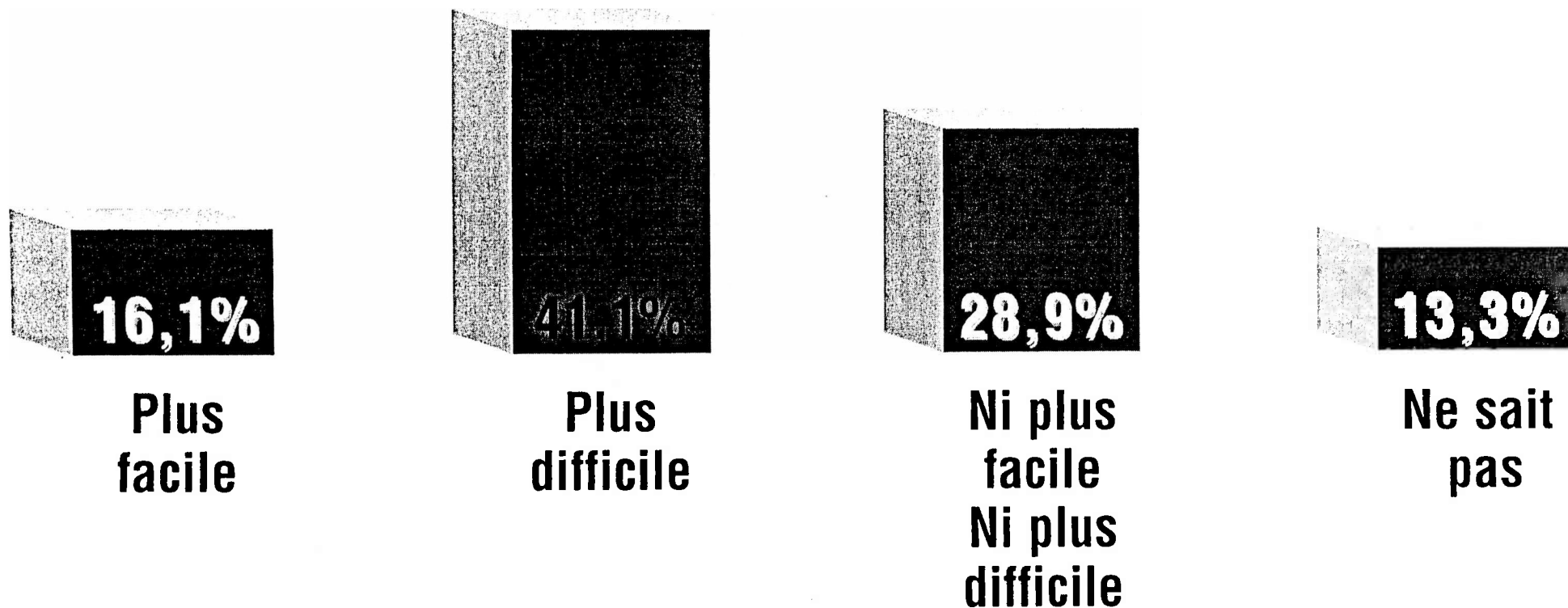
ON PARLE SOUVENT DE LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI. POUR VOUS, C'EST :



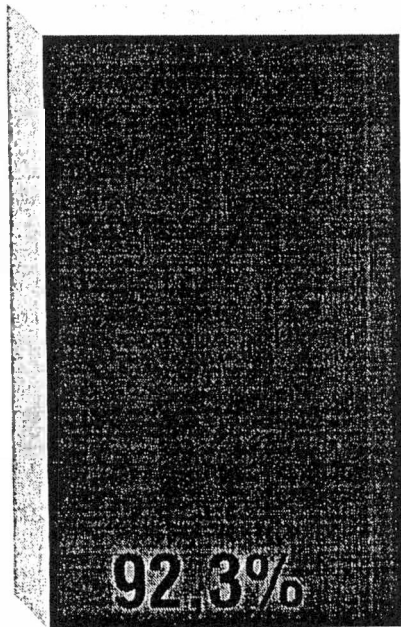
DANS LES ANNÉES QUI VIENNENT, PENSEZ-VOUS QU'ON TRAVAILLERA...



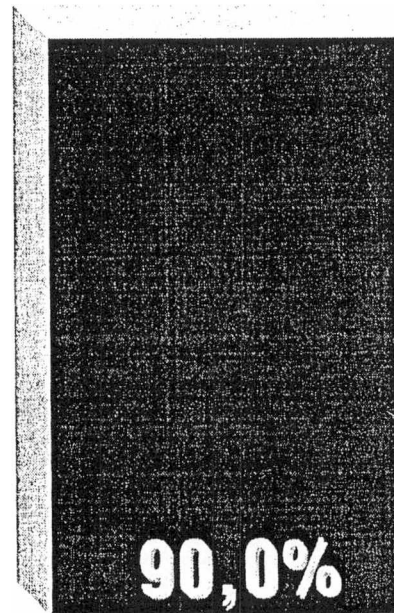
POUR VOUS, EST-IL PLUS FACILE OU PLUS DIFFICILE QU'AVANT DE CONCILIER VOTRE VIE FAMILIALE ET VOTRE VIE PROFESSIONNELLE ?



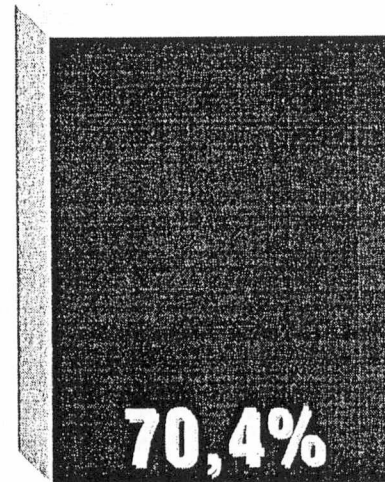
POUR VOUS, LA FAMILLE, C'EST AVANT TOUT...



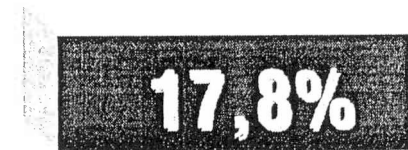
**Le lieu de
transmission
des valeurs**



**L'apprentissage
de la solidarité**

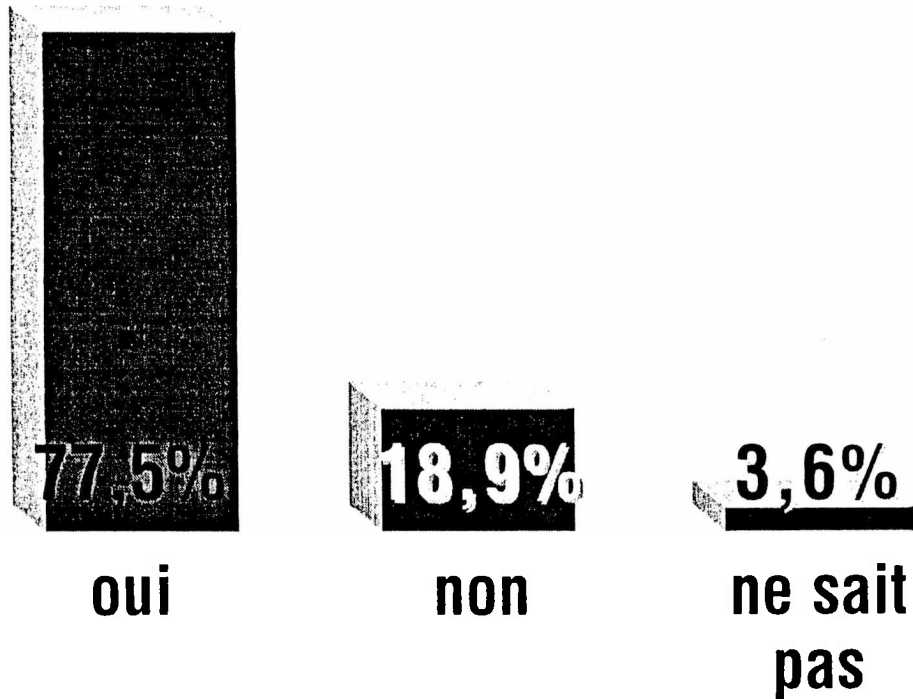


**Une protection
contre la crise**

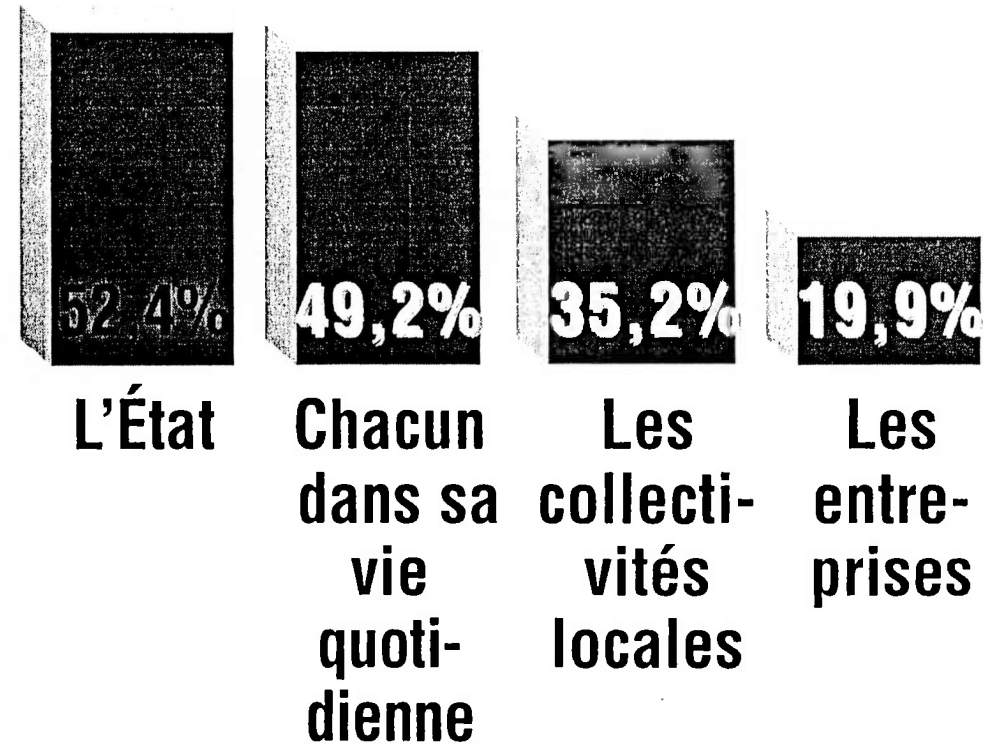


**Un obstacle
à la liberté
individuelle**

LA SOCIÉTÉ DOIT-ELLE AIDER DAVANTAGE LA FAMILLE ?



QUI DEVRAIT FAIRE DAVANTAGE D'EFFORTS ENVERS LA FAMILLE ?



(plusieurs réponses possibles)

QUE FERIEZ-VOUS PRINCIPALEMENT SI VOTRE TEMPS DE TRAVAIL ÉTAIT RÉDUIT ?

**Vous vous occuperiez de vos enfants,
de vos proches**

42,5%



Activity	Percentage
Vous vous occuperiez de vos enfants, de vos proches	42,5%
Vous vous consacreriez davantage à vos loisirs	26,7%
Vous auriez davantage d'activités dans les associations	10,9%
Vous participeriez davantage à la vie de votre commune	4,7%
Ne sait pas	15,2%

**Vous vous consacreriez davantage
à vos loisirs**

26,7%

**Vous auriez davantage d'activités dans
les associations**

10,9%

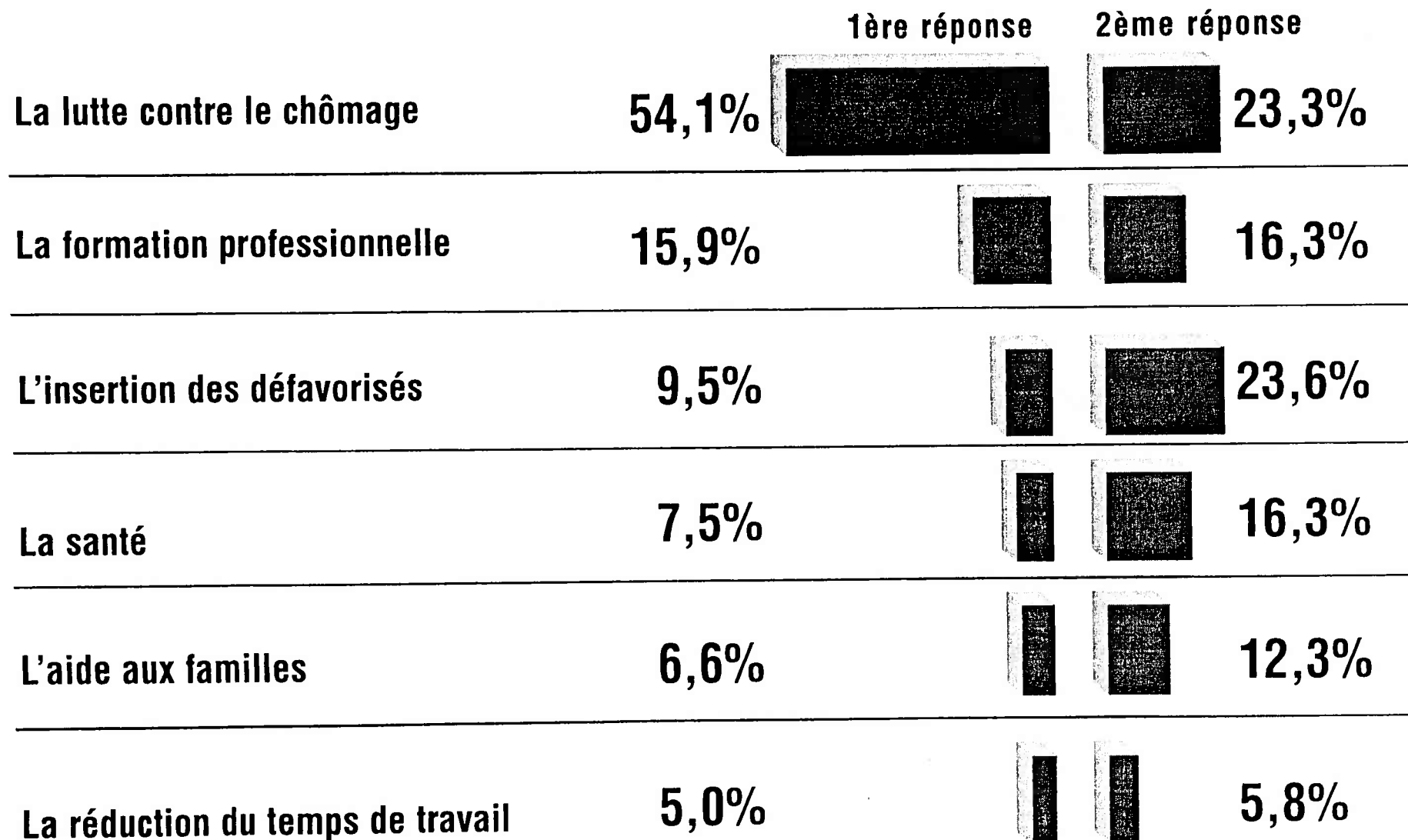
**Vous participeriez davantage à la vie
de votre commune**

4,7%

Ne sait pas

15,2%

PARMI LES DOMAINES DE POLITIQUE SOCIALE SUIVANTS, OÙ FAUDRAIT-IL MENER UNE ACTION PRIORITAIRE ?



POUR CE QUI EST D'APPORTER, À L'AVENIR, DES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES SOCIAUX, FAITES-VOUS CONFIANCE... ?

Aux syndicats

40,2%

Aux entreprises

40,6%

À l'Europe

40,7%

Au gouvernement

41,3%

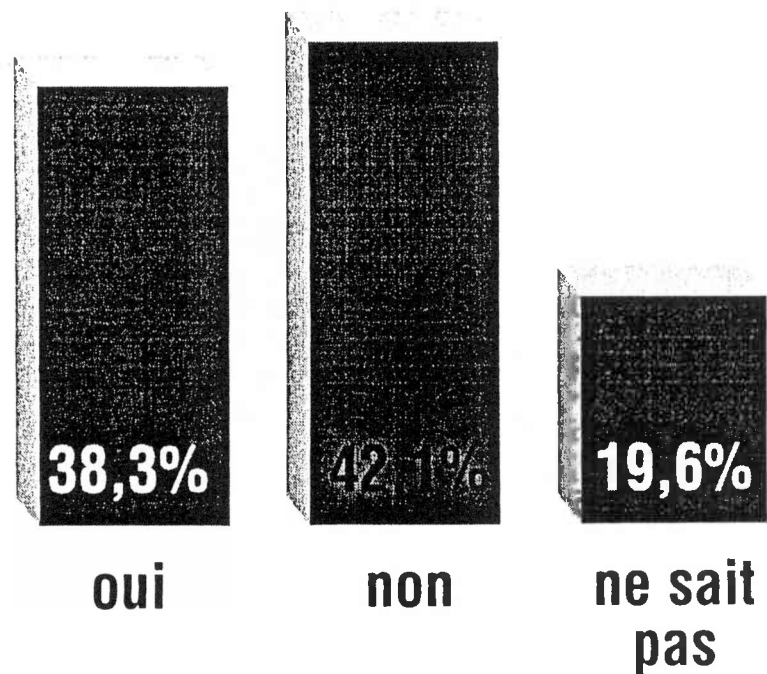
Aux élus locaux

52,6%

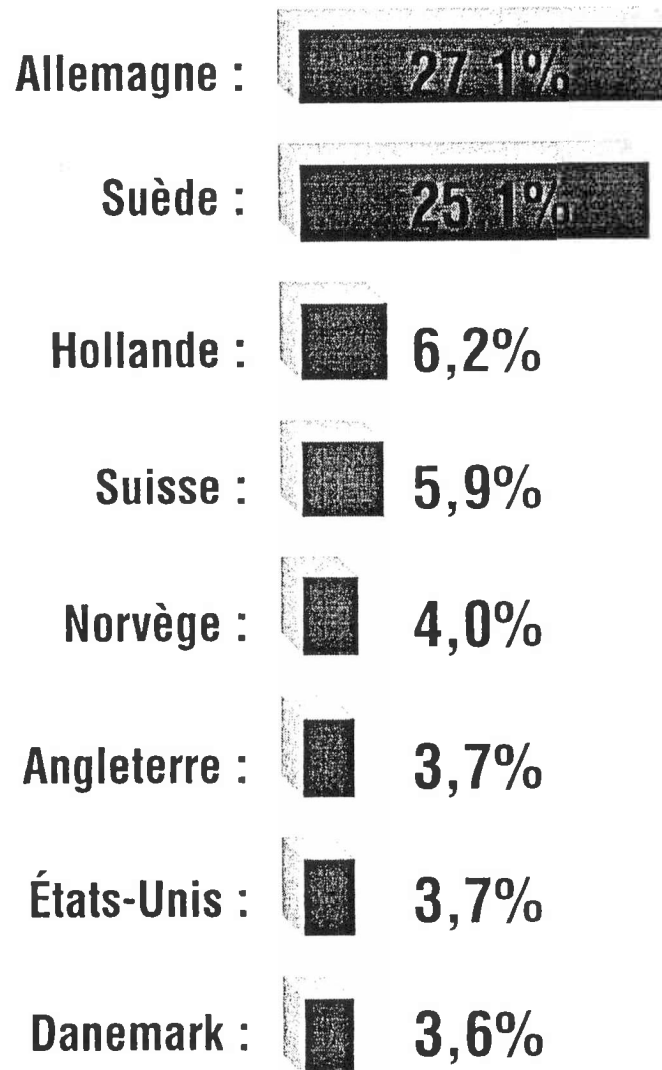
Aux associations

65,9%

**CONSIDÉREZ-VOUS QU'IL Y A AU MOINS
UN PAYS DANS LEQUEL LES CONDITIONS
SOCIALES SONT MEILLEURES QU'EN
FRANCE ?**



**SI OUI,
À QUEL PAYS PENSEZ-VOUS... ?**



EN CE QUI CONCERNE LA MONDIALISATION, ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC CHACUNE DES PHRASES SUIVANTES :

La mondialisation accroîtra l'influence des marchés financiers

71,6%

La mondialisation conduira à remettre en cause des acquis sociaux

69,9%

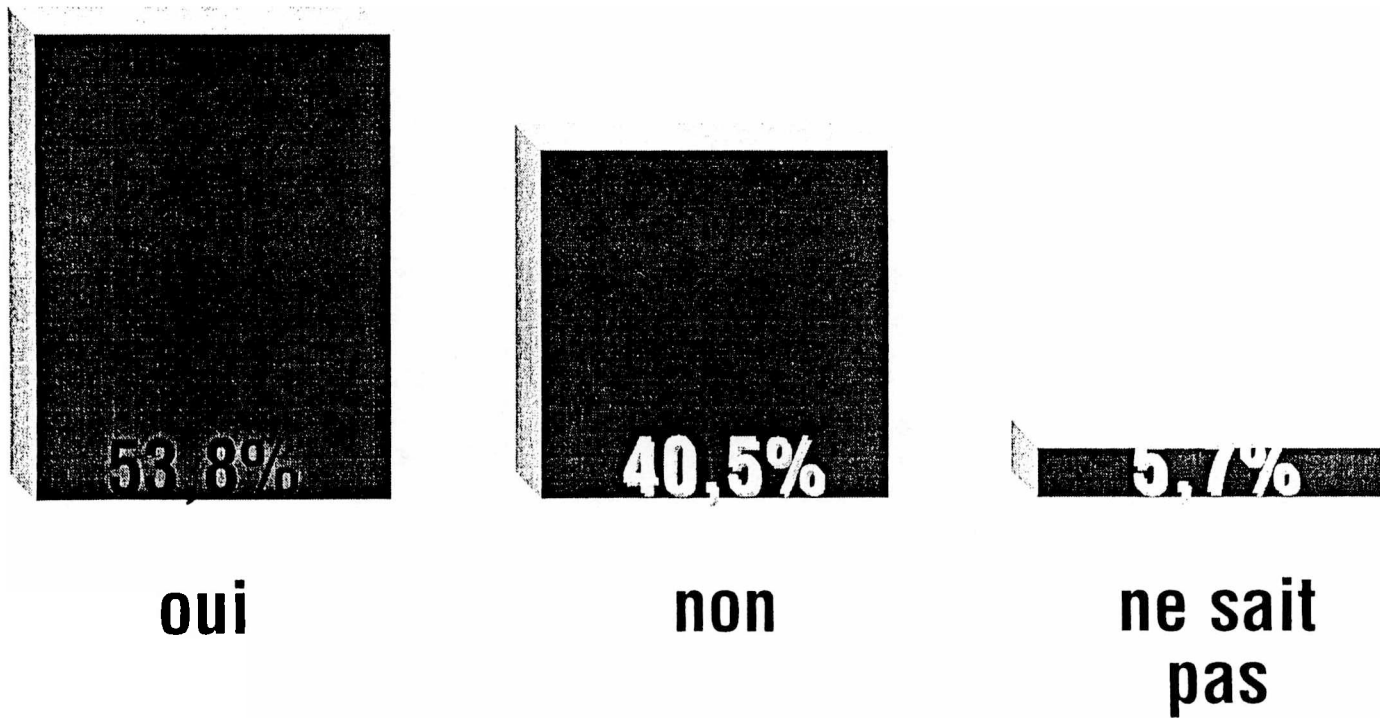
La mondialisation se traduira par une uniformisation des modes de vie et des cultures

43,2%

La mondialisation sera un facteur de croissance économique pour la France

42,0%

AU FINAL, LA MONDIALISATION VOUS FAIT-ELLE PEUR ?



AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QUE LES MÉDIAS VOUS INFORMENT CORRECTEMENT SUR LES QUESTIONS SOCIALES ?

